

## 2 Débats

## La Voie balte continue de montrer le chemin

OPINION

Le 23 août 1989, voici donc 35 ans à quelques jours près, les habitants des trois Etats baltes – Lituanie, Lettonie et Estonie – formèrent une chaîne humaine de plus de 600 km reliant Tallinn, Riga et Vilnius. Ils commémoraient ainsi le cinquantième anniversaire du marché passé entre l'Allemagne nazie et la Russie soviétique – le «pacte Ribbentrop» – qui donnait licence à l'Union soviétique d'annexer et de soumettre les trois pays.

Cette manifestation de 2 millions de personnes, connue sous le nom de «Voie balte», s'est déroulée alors que l'occupation soviétique était toujours en cours. Il ne fait aucun doute que cette action a constitué un pas très important vers la libération de cette occupation.

A l'époque, il nous semblait que nous pourrions retrouver notre liberté et notre indépendance pacifiquement, sans violence ni sacrifices. Malheureusement, les Soviétiques ont décidé, en janvier 1991, de détruire notre renaissance au moyen d'armées, de chars et de violence. Plusieurs défenseurs de la liberté ont perdu la vie. Lorsque la violence physique a échoué, les Soviétiques ont eu recours au blocus de nos frontières et de notre économie. Le peuple des Etats baltes a vu, une fois de plus, que la liberté a un prix, et que ce prix doit être accepté et payé avec détermination, sans hésitation et sans donner d'espoir à l'agresseur.

Aujourd'hui, le peuple ukrainien défend non seulement sa liberté et son indépendance contre le même agresseur, au prix de sa vie et d'énormes pertes économiques, mais aussi le peuple du monde démocratique tout entier, qui s'efforce de vivre et de prospérer en paix, conformément aux principes et accords universellement recon-



Deux millions de personnes (près d'un habitant sur trois!) ont formé une chaîne humaine de Vilnius à Tallinn en passant par Riga le 23 août 1989, à l'occasion du 50e anniversaire du pacte germano-soviétique, pour réclamer l'indépendance. (ESTONIE, 23 AOÛT 1989/IMAGO/YURYI ABRAMOCHKIN)

nus du droit international. Il est évident pour la plupart des Etats du monde aujourd'hui que la défense contre l'agresseur russe, qui n'a pas abandonné ses ambitions impériales, nécessitera le sacrifice de centaines de milliers de défenseurs de l'Ukraine et de la population civile, y compris les personnes

âgées et les enfants en bas âge. Il faudra une forte volonté politique et une détermination économique de notre part, en tant que monde démocratique, pour mobiliser toutes nos capacités afin de vaincre une Russie agressive. Nous devons arrêter les barbares, qui vivent sur un territoire géographique-

ment vaste et disposent de ressources abondantes, qui veulent renverser un monde fondé sur le droit international et établir la loi de la jungle en vertu de laquelle le plus fort mange le plus faible, en s'emparant et en contrôlant d'autres territoires sous le regard bienveillant d'autres pays forts. L'agresseur

doit être soumis à un tribunal international afin de décourager les futurs agresseurs potentiels.

Alors que nous nous souvenons de la Voie balte, nous aimerions inviter tout le monde à rejoindre nos cœurs ouverts, nos actions décisives et, si nécessaire, sacrifier un peu de notre confort quotidien dans une Voie commune, la Voie de la Liberté.

**Il ne fait aucun doute que cette action a constitué un pas très important vers la libération de l'occupation soviétique**

Nous vous invitons, chacun, à suivre la Voie où il n'y a pas de place pour les agresseurs, où les forts et les faibles coexistent selon des lois mutuellement acceptées, où la liberté, la démocratie et les droits de l'homme sont les valeurs suprêmes pour lesquelles il vaut la peine de se battre, de sacrifier sa vie et son bien-être. La Suisse a prouvé depuis longtemps que son peuple était capable de défendre sa liberté, et cette détermination suisse est nécessaire aujourd'hui sur notre Voie de la Liberté, aux côtés des Etats baltes, de l'Ukraine et de l'ensemble du monde démocratique. ■

**GUNA JAPIÑA** AMBASSADRE DE LETTONIE EN SUISSE - **MERLE PAJULA** AMBASSADRE D'ESTONIE EN SUISSE - **DARIUS SEMAŠKA** AMBASSADEUR DESIGNÉ DE LITUANIE EN SUISSE.

## La coopération au développement, un investissement décisif

OPINION



CLAUDE RUEY

ANCIEN PRÉSIDENT DU PARTI LIBÉRAL SUISSE,  
ANCIEN CONSEILLER D'ÉTAT VAUDOIS,  
ANCIEN CONSEILLER NATIONAL PLR

C'était à Berne il y a quelques années: des citoyens de tous bords politiques s'étaient clairement exprimés en faveur d'une augmentation à 0,7% du produit national brut de la contribution suisse à la coopération internationale, cela dans le cadre des Objectifs du millénaire de l'ONU. Plusieurs membres du bureau du Parti libéral suisse étaient présents solidairement à cette manifestation. Leur argument central en faveur d'un soutien accru aux plus démunis de ce monde était aussi évident que percutant: dépenser 0,7% du revenu national brut à cette fin représente bien peu pour la Suisse, un pays prospère, mais beaucoup pour ses pays partenaires du Sud. Ces jours-ci, alors que les Chambres fédérales prônent ardemment une réduction des fonds destinés à la coopération internationale, il me semble essentiel, en tant que représentant du camp bourgeois et ancien président de longue date du Conseil de fondation de l'Entraide protestante suisse (EPPER), de rappeler la grande importance de l'engagement humanitaire de la Suisse.

La coopération internationale n'est pas seulement un acte de générosité, elle est aussi et surtout un investissement stratégique pour la Suisse. En effet, elle renforce la position de notre pays sur la

scène internationale tout en favorisant le développement des groupes de population qui ont le plus besoin de notre soutien. Une réduction de ce budget serait donc une erreur fatale à double titre.

D'une part, cela affaiblirait considérablement l'influence et la réputation de la Suisse au niveau mondial. De fait, notre pays est connu et apprécié non seulement pour sa neutralité, mais aussi pour son engagement humanitaire, qu'il a démontré de manière impressionnante au cours de nombreuses décennies. La coopération au développement est un élément central d'appréciation au sein de la communauté internationale et un précieux instrument d'influence politique dans les relations internationales. Réduire les fonds qui lui sont attribués pourrait donc compromettre notre capacité à jouer un rôle médiateur et à défendre nos intérêts sur la scène internationale.

D'autre part, une telle décision aurait des conséquences désastreuses pour les pays en grande précarité. Dans un monde interconnecté, les défis globaux tels que la pauvreté, le dérèglement climatique ou les pandémies ne connaissent pas de frontières. En travaillant avec les pays du Sud pour relever ces défis, nous protégeons également nos propres intérêts – et notre avenir.

J'adresse donc un appel urgent à tous les membres du Conseil national et du Conseil des Etats: Ne négligez pas la coopération internationale! Elle est un investissement à long terme pour un monde plus stable, plus prospère et plus juste. Elle contribue à créer un avenir sûr, fondé sur la dignité et la liberté, pour tous les êtres humains dans le monde. ■

## Pavel, Elon, Mark et la liberté d'expression

CHRONIQUE



MARIE-HÉLÈNE MIAUTON

CHRONIQUEUSE

Les messageries en ligne, les réseaux sociaux et internet plus généralement seraient à l'origine de tous les problèmes de la société contemporaine. Pourtant, l'outil de diffusion ne peut être la source du mal, même s'il y participe, et les plateformes numériques ne sont pas responsables de tous les fléaux modernes dont les véritables causes sont si nombreuses que leur énumération sort du cadre de cette chronique. A l'inverse, internet a permis la diffusion de l'information au plus large public, et est devenu une agora mondiale, donnant la parole, pertinente ou non, à des millions de personnes qui grâce à lui s'expriment, conversent, débattent. Des voix nouvelles sont nées, des exutoires ont été offerts, des opinions divergentes ont trouvé un écho là où régnait auparavant la seule réflexion des élites. Qu'importe si le niveau des arguments est parfois inégal, voire discutable, puisque la démocratie en ressort plus libre et plus vivante.

Pourtant, de nombreux Etats ainsi que l'Union européenne ont imposé aux plateformes des règles de modération qui, parce qu'elles sont sujettes à interprétation, limitent la parole publique. Nombre d'opinions, même exprimées avec pondération, relèvent désormais du propos haineux. Des comptes sont fermés et des citoyens qui dévient du discours dominant sont muselés. La montée des partis dits «populistes» n'est pas étrangère à cette censure toujours plus vigilante du «camp de la raison» qui impose son magistère moral. Dans ce contexte, l'arrestation en France de Pavel Durov, fondateur et patron de la messagerie en ligne Telegram, interpelle.

En refusant de collaborer avec la justice, il est accusé d'association de malfaiteurs par complicité d'escroquerie, de trafic de stupéfiants et de pédopornographie. Il

s'en défend, même si sa plateforme repose effectivement sur la protection de l'émetteur dont il est compliqué de remonter la trace. C'est pourquoi elle compte plus de 900 millions d'utilisateurs, journalistes et dissidents persécutés aussi bien que crapules avérées. Faut-il cesser d'abriter les premiers pour interpeller les seconds, qui se réfugieront sur le darknet, encore plus accueillant? Bientôt, ce sera le tour d'autres sites et Elon Musk sera traité pareillement dès lors que X répugne aux contrôles de bienséance et qu'il s'y répand des propos bruts de décoffrage. Ce trublion de génie, récemment fort courtisé par le président Macron pour qu'il investisse en France, n'est plus en odeur de sainteté et ses accointances avec Donald Trump ajoutent évidemment à son profil sulfureux. Déjà au Brésil, un juge menace de suspendre X sous prétexte que le réseau refuse de dépublier des messages de désinformation.

Mais les miracles existent puisque le brillant directeur de Meta (Facebook, Instagram, WhatsApp), Mark Zuckerberg, vient cautionner ceux qui doutent de la finalité des gouvernements lorsqu'ils prônent une transparence à tout crin. Il explique avoir subi des pressions répétées de l'administration Biden en 2020 pour censurer certains contenus liés au Covid-19, alors qu'ils interrogeaient l'origine de la pandémie par exemple, qui continue d'être controversée. Comme quoi les prétendus complottistes posent parfois de bonnes questions.

Plus grave, il affirme que le FBI l'avait mis en garde contre une «opération de désinformation russe» quand le fils de Joe Biden fut accusé de corruption dans le contexte de la société gazière ukrainienne Burisma, sous couverture de son père. En pleine campagne présidentielle américaine, Facebook a donc censuré des articles dénonçant des faits qui éclaboussaient le candidat Biden, ce qui aurait pu modifier un scrutin très serré. Ainsi l'Etat n'est pas exempt de manipulation et les fake news peuvent venir de partout, même (et surtout) de la CIA!

Ce pavé dans la mare calmera-t-il les ardeurs réglementaires des autorités européennes? Hélas, leur désir pathologique de tout contrôler, de régenter la société, d'imposer une doxa pour façonner un citoyen à leur image conduit à une escalade totalitaire. La liberté d'expression est née en Europe, pourvu qu'elle n'y meure pas! ■